

Face aux urgences écologique, sociale, démocratique, une gauche combative !

Depuis des mois, des millions de salariés, de chômeurs, de retraités, d'étudiants et de lycéens se sont engagés dans un formidable mouvement de contestation sociale qui ne se limite pas à la défense des retraites.

Ce n'est pas la première fois que nous nous retrouvons unis dans les luttes. De la campagne du « NON de gauche » à la Constitution européenne (2005) à la votation pour un référendum sur la privatisation de la Poste (2009), nous avons déjà su œuvrer ensemble, et nous sommes pareillement engagés dans de nombreux combats sociaux et citoyens. Ce qui nous rapproche est la volonté de combattre les méfaits de l'ordre libéral, qui, en France comme en Europe et dans le monde, remet en cause les acquis sociaux et les services publics, ne répond pas aux urgences écologiques et foule aux pieds les principes démocratiques.

Nous devons nous mobiliser aussi pour les élections cantonales de mars 2011, qui risquent d'être les dernières puisque le gouvernement veut les supprimer. Elles présentent des enjeux locaux, mais ont aussi une signification politique nationale à un an des élections présidentielles et législatives, et au lendemain du mouvement de lutte contre la casse du système de retraite par répartition. Déjà s'annoncent d'autres attaques violentes contre les 35 heures, contre notre pouvoir d'achat, contre notre système de santé et de protection sociale, contre nos services publics, et même contre nos principes démocratiques.

Ces attaques, conduites au nom de la « compétitivité », du « réalisme économique », de la « réduction des déficits publics » et du Traité de Lisbonne, s'inscrivent dans le cadre des politiques « imposées » par le FMI et l'OMC. Dans les départements, l'aggravation de la crise économique fait exploser les budgets sociaux incombant au Conseil général, qui ne dispose pas des ressources promises par l'État au titre du transfert de compétences.

Dès maintenant, il faut que les électeurs manifestent leur opposition à toutes les politiques dont le but est d'enrichir une minorité déjà riche et de précariser socialement, économiquement et culturellement toutes les autres couches de la population.

A l'occasion de ce scrutin, il s'agit de battre la droite et de changer les rapports de force à gauche en faveur d'une orientation de transformation sociale, d'un projet alternatif à la logique du système en crise, en donnant la priorité aux besoins sociaux, écologiques et démocratiques de l'ensemble de la population et en rejetant ainsi les logiques capitalistes, libérales et productivistes.

A Talence, le Front de Gauche (Parti de Gauche et Parti Communiste Français) et le Nouveau Parti Anticapitaliste ont décidé de se rassembler sur la base du programme suivant.

Priorité aux services publics

- En Gironde, maintenir et développer les services publics nationaux, reprendre en gestion directe les services dépendant des compétences du Conseil général actuellement délégués au secteur privé lucratif, afin de satisfaire notamment à l'exigence de proximité pour l'ensemble des services publics
- à Talence, en particulier, assurer la réouverture des bureaux de la Poste et l'ouverture des permanences nécessaires

Priorité aux transports publics

- en Gironde, priorité au développement du transport ferroviaire par l'amélioration du réseau et l'ouverture ou la réouverture de lignes ; refus du financement de la LGV

- Création d'une structure de coordination et de surveillance (Créer un syndicat voir structures inter-territoriales) des transports qui prenne l'intérêt collectif en compte et assure un maillage entre bus, ter, tramway et réseau de la CUB
- Gratuité des transports publics
- pour Talence, ouverture de la ligne de ceinture et de la gare de la Médoquine, cent fois promise et aujourd'hui abandonnée, et maintien de la boutique SNCF de la Médoquine menacée de fermeture.

Priorité à l'école Publique

- accorder la priorité au service public d'éducation et refuser la marchandisation de l'enseignement entraînant des suppressions de postes au sein des établissements publics
- favoriser la réussite scolaire et assurer la gratuité effective de l'enseignement
- défendre et promouvoir la gestion publique des services des Collèges : chauffage, restauration, entretien...

Priorité à la solidarité

- l'action sociale est une compétence majeure des départements, elle ne se limite pas à une aide financière, mais elle est aussi une question de volonté politique. Il ne s'agit pas d'enfermer les personnes dans un statut d'assisté, mais tout en leur apportant les aides d'urgence, tenter de contribuer à ce que les personnes se prennent en charge individuellement et collectivement
- favoriser aussi l'accès au logement (location, accession...) des populations qui sont considérées comme trop « riches » pour bénéficier des aides publiques, mais qui ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts
- supprimer les aides publiques aux entreprises qui génèrent de la précarité

Priorité à l'écologie

- réaffirmer l'incompatibilité entre capitalisme productiviste et écologie
- supprimer les aides publiques aux entreprises qui détériorent l'environnement
- ne soutenir que des initiatives écologiquement et socialement responsables
- œuvrer pour la relocalisation de l'économie
- revaloriser le maraîchage urbain et périurbain, inciter à une agriculture paysanne respectueuse de l'environnement et favoriser l'approvisionnement des services publics locaux en denrées et en produits agricoles issus de ce type d'agriculture.

Priorité au développement de la démocratie à la base

- organiser des réunions de quartier sur tous les dossiers soumis au Conseil Général
- refuser de participer à une majorité départementale qui ne s'engagerait pas sur une orientation en rupture avec l'acceptation de la domination du libéralisme et du capital financier.
- s'opposer à toute réforme des collectivités territoriales qui ne garantirait pas l'égalité des droits sociaux et politiques de tous les citoyens sur le territoire national.
- engager les élus à contribuer à la mobilisation de la population pour renforcer la démocratie, ils ne doivent pas seulement se contenter et se vanter de bien gérer la pénurie budgétaire créée par le gouvernement.

Sur ces bases, le Front de Gauche (Parti de Gauche et Parti Communiste Français) et le Nouveau Parti Anticapitaliste décident de soutenir ensemble la candidature de Bernard Conte conseiller municipal écologiste et antilibéral de Talence et sa suppléante Marie-Pauline Fauré-Masson.

Nous lançons un appel à l'ensemble des Talençais, aux syndicalistes, aux militants associatifs. Portons ensemble l'idée que l'aggravation du chômage et de la précarité, la dégradation de l'état de notre planète, le recul du secteur public au profit du tout marchand, les menaces sur nos libertés et sur notre santé, les inégalités et les discriminations, la confiscation de nos droits et de nos pouvoirs ne sont pas une fatalité.